



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**



**RAPPORT D'ACTIVITÉ
DREETS NORMANDIE
2025**



EDITO

Ce rapport d'activité illustre clairement la diversité des sujets relevant de la compétence de la DREETS, depuis le champ du social et de la protection des plus fragiles jusqu'aux politiques de développement économique et notamment des secteurs stratégiques, gages de souveraineté.

Pour autant, c'est bien une même ambition stratégique qui répond aux enjeux régionaux majeurs dans un cadre interministériel concerté.



Par ses interventions dans toutes ses dimensions régaliennes, d'expertise, de soutien financier et de conseil, la DREETS occupe une place reconnue dans l'environnement économique et social normand ; son action participe résolument de la cohérence et de l'efficacité de l'intervention de l'État en région, au plus près des territoires et au service de nos concitoyens.

Je vous souhaite une excellente lecture de ce document, dont la vocation est de vous permettre de découvrir ou d'approfondir le rôle de la DREETS en Normandie.

Jean-Benoît Albertini
Préfet de la région Normandie,
Préfet de la Seine-Maritime



Au 1er janvier 2025, la population de la Normandie atteint 3 340 000 habitants et retrouve son point haut de 2015, après une période de baisse puis de stagnation jusqu'en 2020.

Elle compte cinq départements structurés par trois grands axes économiques : la vallée de la Seine, le littoral industriel et les plaines agro-industrielles. Le caractère maritime de la région (13 % du littoral national) renforce la puissance industrielle régionale : énergie, pétrochimie, naval, logistique et industrie lourde se concentrent majoritairement sur l'axe littoral ; en outre, les ports jouent un rôle clé dans l'exportation industrielle.

Le dynamisme industriel repose notamment sur l'axe Seine, véritable corridor économique et logistique vers l'international.

La région se distingue aussi par sa place majeure dans la production énergétique (nucléaire, hydrogène, énergies marines), favorisant l'implantation d'activités industrielles électro-intensives. Les industries automobiles et mécaniques bénéficient d'une montée en puissance des projets d'électrification et de décarbonation.

Socialement, la région présente un niveau de vie médian proche de la moyenne nationale ; le taux de pauvreté reste contenu mais varie selon les territoires urbains, ruraux et littoraux.

En prise directe avec la réalité socio-économique du territoire, les équipes de la DREETS de Normandie (168 agents sur les sites de Rouen et d'Hérouville Saint-Clair) sont chargées de déployer les politiques publiques relevant :

- du travail et de l'inspection du travail,
- de l'économie, des entreprises et des mutations économiques,
- de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes et de la métrologie,
- de l'emploi, de la formation professionnelle et du développement des compétences,
- des solidarités, de la protection des personnes vulnérables, de l'hébergement, et de l'insertion sociale.

Sans prétendre à l'exhaustivité, ce rapport d'activité met en lumière quelques actions emblématiques portées en 2025 par le collectif des agents de la DREETS ; le site internet de la DREETS vous informe tout au long de l'année de notre actualité et vous donne également accès à nos publications régulières (<https://normandie.dreets.gouv.fr/>) Bonne lecture !

Catherine PERNETTE
Directrice Régionale de la DREETS Normandie

SOMMAIRE

	CHIFFRES CLÉS	4
	FOCUS NUCLÉAIRE	5
	SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	6
	CCRF ET MÉTROLOGIE	7
	POLITIQUES DU TRAVAIL	8
	ENTREPRISES ET SOLIDARITÉS	9
	PERSPECTIVES 2026	11
	ORGANIGRAMME	12
	DREETS DE NORMANDIE	13



CHIFFRES CLÉS

- **172** agents
- **109** femmes
- **63** hommes
- **147** titulaires
- **25** contractuel.le.s
- **5** apprentis
- La moyenne d'âge est de **49** ans et la médiane de **50** ans

Le SESE a réalisé **26** publications sur le site internet

2012 Label Diversité

2018 Renouvellement du Label Diversité et Label Egalité

Feuille de route Égalité (**2026-2029**) : **65** mesures concrètes pour l'ensemble des agents de la DREETS (Ministères Sociaux et Finances).

Métrologie légale

6 164 instruments de mesures contrôlés
277 visites de supervision des organismes en métrologie légale

44 800 € de pré-amendes notifiées

Service PAC-CP (commande publique)

12 indices de détection de pratiques anticoncurrentielles, dont 5 aboutissant à des suites pédagogiques/ mises en enquête

Brigade des relations interentreprises (BRIE)

97 établissements contrôlés dont, **11** dans le cadre de l'affaire URGO

35 dossiers délais de paiement et 14 dossiers transmis aux parquets en matière de loi anti-cadeaux

Montants cumulés des sanctions financières liés aux dossiers contentieux du Pôle C en 2025 : **16 567 000 €**

253 entreprises rencontrées par le service économique de la DREETS en 2025 dont **132** suivies en raison de leurs difficultés économiques

724 salariés accompagnés financièrement par les fonds européens (FSE+) dans leur projet de reconversion professionnelle

755 contrats d'apprentissage signés et enregistrés sur le secteur public

4 715 places d'hébergement financées

Montant en 2025 de soutien financier aux entreprises sur France 2030 : **629M€**

Accompagnement de **13 268** jeunes en Contrat Engagement Jeune

22 820 tonnes de marchandises distribuées dans le cadre de l'aide alimentaire

1.08 M € de titres de reversements au trésor Public émis par la DREETS suite aux contrôles sur les organismes de formation

Égalité professionnelle hommes femmes : **1 362** entreprises ont déclaré leur index, soit un taux de déclarants de 89.9 %. Pour une note moyenne de **90 points sur 100**

100 demandes de sanction : manquements aux réglementations sur la durée du travail, aux cartes d'identification BTP, au détachement de salariés étrangers ou non-respect d'une décision de l'inspection du travail

41 recours hiérarchiques contre une décision d'autorisation / refus d'autorisation d'un licenciement de salarié protégé

12 recours contentieux dont, 5 sur sanctions administratives et 7 sur décisions de licenciement de salariés protégés.

8 conventions prévention d'objectifs et de moyens entre la DREETS, la Carsat et les services de prévention et de santé au travail

9 formations/information radioprotection



FOCUS NUCLÉAIRE

Dans le cadre de la transition énergétique, Penly 2, avec la construction d'un nouveau réacteur EPR, et le chantier aval d'Orano, dédié au recyclage des combustibles usés, généreront plusieurs milliers d'emplois directs et indirects sur la décennie à venir. Ces besoins concernent des métiers variés.

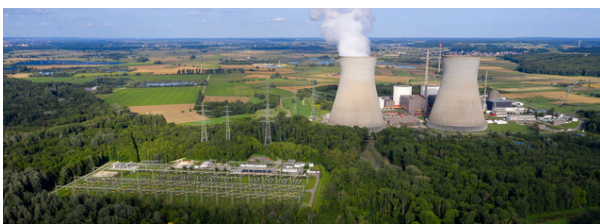
Outre la sécurisation des parcours professionnels et la prévention des tensions sur le marché du travail, la DREETS veillera à accompagner le dialogue social, au respect des règles relatives aux prestations de service internationales et à garantir des conditions de travail conformes aux plus hautes exigences en matière de santé et de sécurité.

La DREETS doit donc intervenir de manière globale sur ces chantiers en mobilisant les moyens d'action de ses trois pôles via une coordination forte avec les DDETS concernées.

Cette coordination renforcée se déploiera au sein du comité technique emploi-formation dédié à Penly copiloté par France Travail et la Région qui permet d'articuler les acteurs locaux de l'emploi et de l'insertion. La moitié des recrutements réalisés sont effectués localement, dont les trois quarts sont des publics en insertion.

Le protocole PRIC 2024/2027 prévoit une enveloppe dédiée au chantier de PENLY, l'État et la Région souhaitant coordonner leurs efforts et mettre en visibilité la formation de plus de 750 demandeurs d'emploi relevant des publics prioritaires du PRIC sur les métiers de conducteurs d'engins de chantier, d'agents de trafic, de poseurs en canalisation, de maçons traditionnels et VRD, d'agents de sécurité privée, d'agents de propreté, de grutiers et de coffreurs bancheurs.

Pour les années 2026 et 2027, 576 places en formation sont programmées dans le cadre du PRIC.



L'ampleur exceptionnelle de ces chantiers implique une organisation spécifique de la DREETS en lien avec les DDETS(PP) concernées pour assurer une intervention la plus efficace possible, le chantier ORANO sera intégralement assujéti au contrôle de la DREETS et de la DDETS.

Le déploiement des politiques liées à l'insertion professionnelle pourra s'appuyer sur l'accord cadre national conclu par EIFFAGE, l'exclusivité des recrutements en intérim et intérim d'insertion est confiée à ADECCO et HUMANDO sur tous les chantiers d'EIFFAGE en France.

Afin de diffuser et partager les actualités du grand chantier sur les sujets liés à l'emploi, la DDETS et la facilitatrice de la clause du PLIE de Dieppe organisent 3 réunions dans l'année, en présence d'un membre d'EDF du comité emploi-formation, avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS), les Missions locales et les autres facilitateurs de la clause sociale.



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Aménagements de poste des agents en situation de handicap

S'inscrivant dans les dispositions de l'article L.131-8 du Code général de la fonction publique qui invite les employeurs publics à prendre les mesures appropriées pour permettre aux travailleurs en situation de handicap d'accéder ou de conserver un emploi, la DREETS Normandie met en œuvre les aménagements de poste pour les agent(e)s dont elle a la charge, et finance également les aménagements pour les agent(e)s des DDETS(PP) de la région.



La DREETS a ainsi mis en œuvre l'aménagement de 30 postes pour un montant de 57 267 € (DREETS et DDETS), étant entendu qu'un aménagement peut conduire à la mise en place de plusieurs solutions. Ainsi 11 aménagements de postes ont été mis en place pour la DREETS, et 19 aménagements de postes ont été financés pour les DDETS(PP) et mis en place, pour un total de 46 586 €.

Parmi les aménagements les plus souvent mobilisés, nous retrouvons la fourniture de sièges ergonomiques, de bureaux à hauteur variable ou encore de prothèses auditives.

Il est à noter que le FIPHFP participe financièrement à la prise en charge des aménagements au titre de la compensation du handicap.

Déménagement

Depuis le 4 juin 2025, la DREETS a regroupé l'ensemble de ses services sur les 2 sites principaux occupés à Rouen, à la Cité administrative, et à Hérouville-Saint-Clair, au sein du bâtiment « Naturellement ».

Il s'agissait du dernier mouvement devant concrétiser le rassemblement des agents de la DREETS créée le 1^{er} avril 2021 du rapprochement de la DRDJSCS et de la DIRECCTE.

Activité du SESE

Le service études et statistiques (SESE) assure la diffusion régulière de données statistiques de référence dans le champ des entreprises, de l'emploi, du marché du travail, des politiques de l'emploi et de l'inclusion sociale. Cette mission de « porter à connaissance » se traduit par des publications périodiques, accessibles sur le site internet de la DREETS. Le service répond aussi à des demandes de données ou de diagnostics, pour des acteurs publics externes, et surtout pour les services internes de la DREETS ou des DDETS(PP), dans une logique d'éclairage et d'accompagnement dans la mise en œuvre locale et régionale des politiques publiques. Le service statistique contribue aussi à la présence de la DREETS dans certaines instances institutionnelles régionales ou dans des cercles partenariaux d'observation.



CCRF ET MÉTROLOGIE

CONCURRENCE, CONSOMMATION, RÉPRESSION DES FRAUDES ET MÉTROLOGIE

Métrieologie légale

Bien qu'elle ait entamé sa transition énergétique, l'industrie normande reste encore très dépendante du pétrole. Elle concentre, en effet, encore une importante activité pétrolière et chimique au sein notamment de la Vallée de la Seine. Sa situation géographique et la présence du principal port maritime français (Le Havre) entraînent la présence de nombreuses infrastructures de transfert de produits, notamment vers la région parisienne, nécessitant l'implantation de bases de stockage en région.



En 2025, le service de métrologie légale a porté son contrôle sur la conformité des bacs de stockage de produits énergétiques utilisés pour un usage fiscal et/ou de transaction commerciales (« récipients-mesures fixes »). Menée en lien avec les services douaniers, cette opération a été réalisée auprès de 20 lieux de fabrication ou de stockage.

Bilan des pratiques restrictives de concurrence observées par la Brigade des relations interentreprises (BRIE)

La BRIE assure le contrôle du respect des délais de paiement entre professionnels et des dispositions des lois EGAlim.

En outre, la BRIE s'est investie dans l'affaire URGO en enquêtant sur des pharmaciens suspectés d'avoir perçus des avantages en nature indus de la part des laboratoires URGO & URGO HEALTHCARE dans le cadre de la loi anti-cadeaux.

Aussi, elle contrôle chaque année la mise en œuvre de bonnes pratiques

par les établissements de domiciliation d'entreprises pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.



Pratiques anticoncurrentielles et suivi de la commande publique en 2025

Le Pôle C de la DREETS de Normandie mutualise, pour l'ensemble des DD(ETS)PP de la région, le suivi de la commande publique. Dans ce cadre, le service s'est porté en 2025 sur la recherche de pratiques anticoncurrentielles sur les marchés structurants d'envergure pour les collectivités, mais aussi les marchés concernés par la transition écologique et énergétique, le développement durable et la rénovation énergétique. Les appels d'offres relatifs aux réseaux de chaleur et aux monuments historiques ont également fait l'objet d'une attention particulière. Hors marchés publics, les pratiques anticoncurrentielles ont également été examinées dans les secteurs hospitalier, équin, maritime et de la bagagerie.



POLITIQUES DU TRAVAIL

Le Plan Régional Santé Travail

Le Plan Régional Santé Travail (PRST) Normandie 2021-2025 piloté par le pôle Travail de la DREETS de Normandie arrive à son terme, et avec lui une dynamique collective qui a permis la création de nombreux outils dédiés à la santé au travail, à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail.

Pour faciliter l'accès à l'ensemble de ces ressources, le PRST a publié un document récapitulatif complet regroupant toutes les productions élaborées durant ces quatre années.

[PRST Normandie : découvrez le document récapitulatif de toutes les productions 2021-2025 - PRST Normandie](#)

Un bilan riche : plus de 60 outils pour agir en prévention.

Tout au long du PRST 2021-2025, les groupes de travail partenariaux ont conçu des livrables variés et opérationnels : fiches pratiques, guides, vidéos, affiches, plateformes numériques, jeux sérieux, diaporamas, études...

Une diversité d'outils qui illustre le travail collectif mené autour des 12 objectifs du PRST. Le document récapitulatif permet de visualiser en un coup d'œil cette production dense et de retrouver facilement chaque ressource, classée par thématique.



LES PRODUCTIONS DU PRST NORMANDIE 2021-2025

Le Plan Régional Santé Travail 2021-2025 s'est achevé et nous vous proposons ici, une synthèse des productions majeures, émanant des différents groupes de travail partenariaux et classées selon les 12 objectifs du plan. Cliquez sur chaque visuel ou flashez les QR Codes pour découvrir les ressources.



RENFORCER LA COMMUNICATION AUTOUR DU PRST

Les outils produits

Le site web du PRST Normandie

Un site web vitrine alimenté par les productions des groupes de travail, les événements organisés dans le cadre du PRST et les actualités du plan.



La page LinkedIn du PRST Normandie

Alimentée plusieurs fois par semaine, cette page permet de diffuser à une large audience les actualités du PRST, dont les productions réalisées par les groupes de travail, mais aussi l'activité du CROCI.



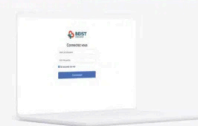
RENFORCER LE DIAGNOSTIC TERRITORIAL EN SANTÉ AU TRAVAIL

L'outil produit

La plateforme BEIST* Normandie

L'application BEIST Normandie a été développée pour centraliser et rendre accessibles de nombreux indicateurs en santé au travail en Normandie. Elle propose des données régionales et infrarégionales restituées sous forme de graphiques, cartes et tableaux exportables. Les indicateurs sont actualisés régulièrement afin de soutenir les politiques de santé au travail.

*Base Evolutive d'Indicateurs en Santé au Travail



La DREETS a renforcé ses interventions en faveur de **l'égalité professionnelle en entreprise**, avec pour cible première les PME du fait d'une note moyenne en matière d'index inférieure à celle des entreprises plus importantes.

Notre convention partenariale avec l'Aract a été reconduite, visant à informer et accompagner les entreprises et leurs représentants du personnel. Des actions plus coercitives ont été déployées en ciblant les entreprises qui n'ont pas déclaré leur index ou celles qui n'ont pas conclu d'accord ou de plan d'actions en matière d'égalité professionnelle (en 2025, près de 90 % des entreprises normandes ont satisfait à leur obligation de déclarer leur index égalité). En 2025, 27 entreprises ont été mises en demeure par les inspecteurs du travail et 3 pénalités ont été initiées, pouvant représenter jusqu'à 1 % de la masse salariale de l'entreprise.



ENTREPRISES ET SOLIDARITÉS

Élaboration d'un nouveau schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs

La DREETS Normandie a poursuivi en 2025 son engagement pour la protection des majeurs vulnérables via la publication du schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) et délégués aux prestations familiales (DPF) 2025-2029.

Ce document stratégique, validé par arrêté préfectoral, répond aux défis démographiques croissants en Normandie, où les mesures de protection ont augmenté de 56 % entre 2019 et 2023 (de 21 739 à 33 900 majeurs accompagnés).

La Normandie représente 8,5 % des mesures nationales.

Avec 17 services mandataires, 87 mandataires individuels et 33 préposés d'établissement fin 2023, l'offre doit s'adapter à une population âgée en hausse : +21 % de personnes dépendantes de 60 ans et plus d'ici 2035 selon les projections INSEE.

Au-delà de l'état des lieux régional, le schéma a pour objectif de travailler sur l'attractivité des métiers, la communication à destination des professionnels et du grand public, la qualité de l'accompagnement, la mise en réseau des acteurs, mais également l'insertion professionnelle des majeurs protégés.



La mobilisation des Fonds Européens

Les instruments financiers européens que sont les programmes du Fonds Social Européen + (FSE +) et du Fonds de transition Juste (FTJ) pour la période 2021-2027 entrent à partir de 2026 dans leurs dernières phases de déploiement.

Ainsi à fin 2025, le service FSE de la DREETS a d'ores et déjà programmé 34M€ de FSE+.

La majorité des dossiers accompagnés concerne des projets d'accompagnement vers l'insertion professionnelle des jeunes de moins de trente ans dont beaucoup sont portés par des acteurs tels que les Missions locales normandes. Sur les 8 000 jeunes accompagnés entre 2022 et 2025, 1 900 ont retrouvé un emploi en cours d'accompagnement. De même, 724 salariés ont pu être accompagnés dans leur projet de reconversion grâce à la convention FSE+ avec l'association Transition Professionnelle (ATPRO). Les organismes intermédiaires supervisés par l'État dans le cadre de l'éligibilité des dépenses ont quant à eux engagé 40M€ de FSE+ déclinés sur 262 opérations.



ENTREPRISES ET SOLIDARITÉS

A ce jour sur les projets qu'ils financent, ce sont déjà plus de 32 000 bénéficiaires des minima sociaux qui ont bénéficié de prestations : remobilisation, accompagnement vers l'emploi, soutien à la construction de projets professionnels, levées des freins sociaux (santé, mobilité, accès aux droits...).

Concernant le FTJ, le niveau de programmation est à fin 2025 de 10,2M€ pour 18 opérations conventionnées, auxquels il faut rajouter 13,7 M d'€ délégués aux conseils départementaux de l'Eure et de Seine-Maritime.

Les travaux de la COP régionale

Lancée à l'été 2022, la démarche France Nation Verte a fait de la France le premier pays à se doter d'une stratégie complète pour accélérer la transition écologique. Elle repose sur deux objectifs majeurs : s'adapter aux effets déjà visibles du changement climatique et réduire nos émissions de gaz à effet de serre pour limiter son aggravation. Pour décliner cette stratégie dans chaque territoire, des COP régionales ont été mises en place.

Dans ce cadre, la DREETS contribue activement à la transition en pilotant, avec l'ADEME, deux groupes de travail régionaux : « Mieux produire » et « Mieux consommer ».

Ces groupes œuvrent à mieux connaître et valoriser les ressources disponibles sur le territoire, qu'il s'agisse de biomasse ou d'énergies locales, afin d'aider les collectivités, comme les entreprises à engager des actions concrètes. Plusieurs actions ont pu être portées à leur terme : la mise en place d'un observatoire de la forêt et de la ressource en bois, la mobilisation des friches pour différents usages...



Pour l'année 2026, plusieurs priorités ont été retenues : promouvoir la géothermie, la poursuite de l'accompagnement des industriels pour décarboner leurs procédés, et poursuivre le développement de projets d'énergie renouvelable ; qu'il s'agisse de photovoltaïque, d'éolien ou de biogaz.

En parallèle, la DREETS s'est engagée sur une démarche de sensibilisation des entreprises sur les enjeux de l'adaptation au changement climatique. Le croisement des cartes associées à l'accroissement des risques d'inondation et de sécheresse avec la localisation des entreprises normandes a permis d'identifier plusieurs filières à risque. En collaboration avec l'ADEME, des sensibilisations via les associations de filière sont prévues pour 2026 avec notamment les secteurs de l'automobile, des cosmétiques, de la chimie et des entreprises agro-alimentaires.



PERSPECTIVES 2026

1°) Accompagner l'évolution démographique et ses impacts sur le territoire

Insertion professionnelle et conditions de travail des jeunes : mieux orienter les jeunes, les former, les sensibiliser aux métiers qui recrutent et offrent des perspectives, développer et féminiser les filières scientifiques, rapprocher tous les jeunes de l'entreprise en structurant mieux les contacts avec le monde professionnel, anticiper les ruptures de parcours, accompagner les jeunes fragiles, promouvoir des parcours intensifs d'insertion, contrôler les conditions de travail des jeunes apprentis...

Capacités régionales d'hébergement : déploiement de la stratégie nationale Logement d'abord, qui vise l'accès direct et rapide au logement ordinaire des personnes sans domicile, avec un accompagnement renforcé et la réduction du recours à l'hôtel ou aux dispositifs d'urgence longue durée....

Insertion et maintien en emploi des travailleurs expérimentés : 23 actions ciblées 50+ sont programmées sur 2026 par le réseau DREETS/DDETS(PP) sur les thématiques job dating, accompagnement renforcé, réussite IAE, mobilisation des entreprises, reconnaissance de l'expérience professionnelle, prévention de la désinsertion professionnelle (PDP), maintien en emploi, dialogue social...

Insertion professionnelle des étrangers : renforcer la complémentarité des actions d'apprentissage de la langue française à visée professionnelle, développer les immersions en entreprise et l'accès à la formation, renforcer l'accompagnement des demandeurs d'emploi signataires du CIR...

2°) Faire de l'accompagnement des transitions écologiques et énergétiques un levier de souveraineté industrielle

Décarbonation et filière énergie : appels à projet France 2030 liés à la décarbonation de l'industrie, recherche de pratiques anticoncurrentielles et de pratiques restrictives de concurrence, contrôle du respect du droit du travail sur les chantiers EMR en lien étroit avec les DDETS(PP) et notamment les interventions des entreprises étrangères...

Grands chantiers : répondre aux besoins en compétence, accompagner le dialogue social, respect des règles relatives aux prestations de service internationales et garantir des conditions de travail conformes aux plus hautes exigences en matière de santé et de sécurité....

Adaptation au changement climatique et souveraineté industrielle : accélérer les projets d'implantation industriels à fort potentiels au regard de nos enjeux de souveraineté industrielle vers les filières d'excellence en région Normandie qui concourent aux objectifs de transition énergétique et écologique...



PERSPECTIVES 2026

3°) Répondre aux besoins de protection de certaines populations

Inspection sur le champ social : dispositifs d'hébergement asile et généraliste ainsi que sur les vacances adaptées pour les personnes en situation de handicap, les contrôles liés à l'aide alimentaire, ceux relatifs aux structures relevant de l'aide sociale à l'enfance en lien avec les conseils départementaux....

Fraude au compte personnel de formation (CPF) : détecter et sanctionner les organismes frauduleux, et plus généralement les organismes faisant preuve de manquements dans la mise en œuvre des actions de formation...

Egalité Femme / Homme : réduire et supprimer les inégalités dont sont victimes les femmes au travail que ce soit sur le champ salarial ou sur le champ de la sécurité au travail....

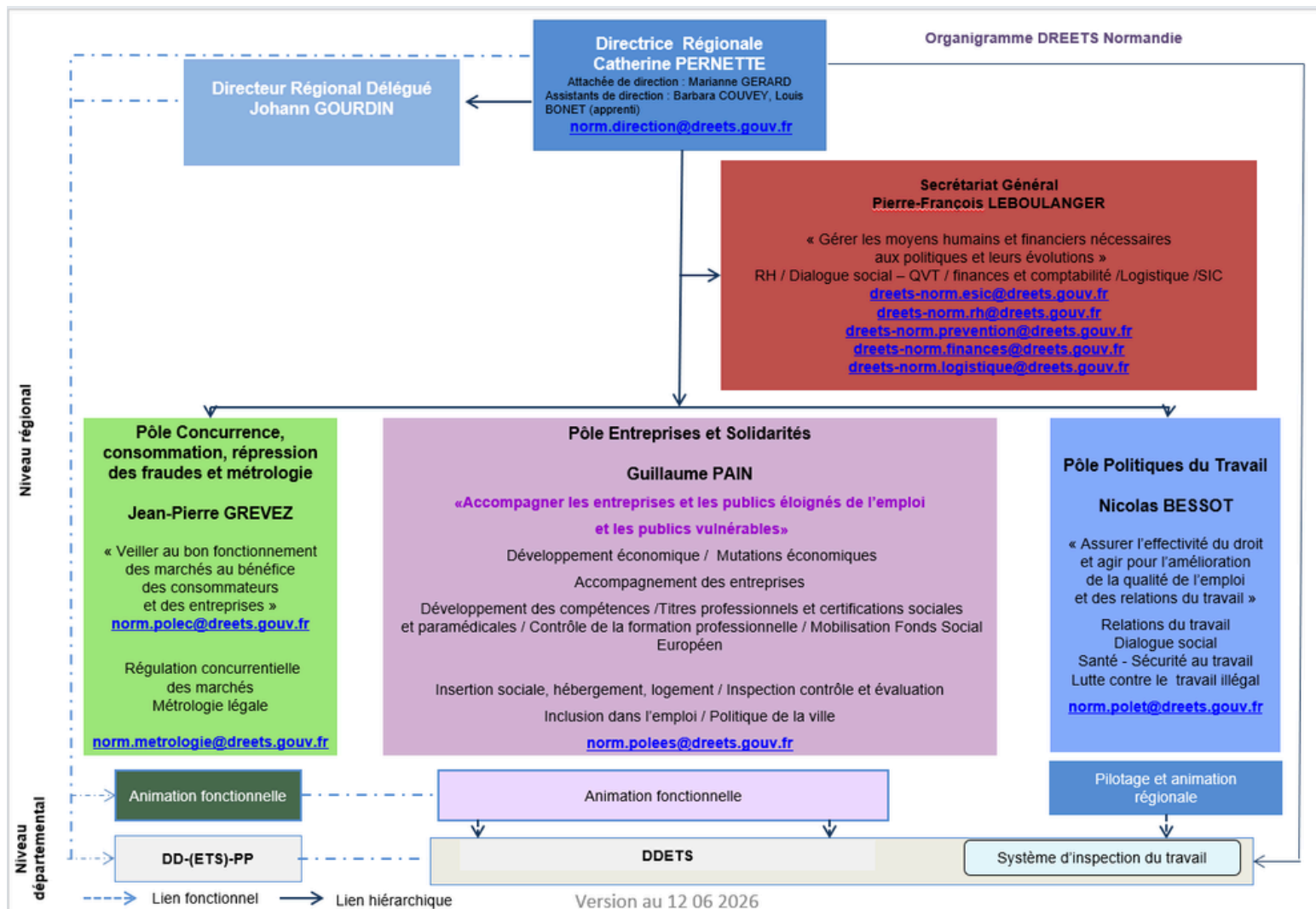
Protection du consommateur et de la filière agricole : Application de la loi EGAlim en restauration collective : recherche de fraudes sur l'approvisionnement des produits avec mention d'origine ; relations commerciales et contractualisation écrite entre les producteurs et leurs acheteurs à l'amont agricole.

Majeurs protégés : mieux activer les dispositifs de droit commun de l'emploi au bénéfice de ces personnes et, lorsque ceux-ci sont insuffisants, de soutenir des solutions innovantes d'accompagnement vers l'insertion socio-professionnelle.





ORGANIGRAMME





DREETS DE NORMANDIE



**DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI, DU
TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS**

DREETS ROUEN

38 cours Clemenceau,
Cité administrative Saint Sever
76108 ROUEN CEDEX 1

DREETS HEROUVILLE SAINT-CLAIR

3 place Saint-Clair, BP 70034
14202 HÉROUVILLE SAINT-CLAIR

Directrice de publication : Catherine
PERNETTE

Crédit photo : DREETS et Getty
Images

Juin 2026